

Angles d'Attac

Belgique - België
P.P
1060 Bruxelles 6
1 / 1689

Dépôt: Bruxelles 6
Imprimé à taxe réduite



Journal mensuel d'ATTAC-Bruxelles-1 ■ numéro 89 ■ mars 2008
Prix: 1 euro ■ 16, avenue Nouvelle à 1040 Bruxelles ■ E-MAIL: bxl1@attac.be
<http://bxl.attac.be> ■ TEL: 0494/80.88.54 ■ N° de compte: 523-0800 729-69

SOMMAIRE

- Edito
Université d'été
d'Attac-Europe
page 2
- Qu'est-ce qui sous-tend
notre opposition
à l'Europe
page 3 - 5
- Alan Greenspan
le maître du monde
économique
page 6 - 10
- Le système
de la banque
centrale
américaine
page 9 - 10
- Annonces
Agenda
page 11 - 12



Université d'été d'Attac Europe: tous à Sarrebruck du 1er au 6 juin

“Une autre Europe pour un autre monde - agissons ensemble, maintenant!”
- Tel est le slogan de la première Université européenne d'été (ESU) d'Attac, qui aura lieu du 1er au 6 août à Sarrebruck en Allemagne. Cet événement est une étape importante (on pourrait même dire historique) car il va permettre de véritablement internationaliser le réseau Attac, au moins à l'échelle européenne.

Ce sera la première université d'été d'Attac Europe. D'Attac Europe. Cela signifie que les membres d'Attac de tous les pays d'Europe (et même au-delà) se réuniront pour la première fois en grand nombre, pour discuter et échanger sur des débats de fond mais aussi des questions de stratégie. L'objectif de cet événement est triple:

- apprendre à se connaître entre militants, entre groupes locaux, créer des réseaux entre militants d'Attac qui travaillent sur les mêmes sujets, sans devoir à chaque fois passer par les délégations nationales
- échanger avec des militants dont les cultures politiques sont différentes. A priori nous sommes tous des membres d'Attac. Mais qu'on en vient aux discussions concrètes, sur les services publics, le salaire minimum, l'Europe ou la fiscalité (entre autres), on voit bien que nous n'abordons pas tous les questions avec le même point de vue. Avec cette université d'été, on espère donc faire se découvrir les cultures politiques des uns et des autres, et permettre des échanges fructueux pour des alternatives élaborées à l'échelle européenne. L'objectif final est de dé-nationaliser les débats et les propositions.
- Enfin, si possible, lancer des campagnes communes à l'échelle européenne, en même temps dans différents pays. Les travaux devront d'ailleurs permettre

d'identifier les thèmes susceptibles de rassembler les forces.

Cette université d'été est organisée de façon participative. Cela signifie que chaque locale peut proposer des sujets, des ateliers. La priorité sera donnée aux sujets proposés par des groupes de plusieurs pays, un site web de travail est donc disponible pour ce faire. C'est donc à nous maintenant de remplir les 138 créneaux d'ateliers et de séminaires (100 d'une jour, 26 de deux jours et 12 de quatre jours)! En organisant un atelier ou un séminaire, c'est nous qui décidons ce qui nous intéresse et ce dont nous voulons discuter. Les après-midis seront consacrés à de grands forums et les soirées à des débats et présentations.

Agissons donc maintenant et discutons au sein de notre groupe Attac des sujets que nous voulons promouvoir et des réseaux que nous aimerions créer. Publiez ensuite vos propositions dans notre espace de travail sur www.attac.de/esu/intern. Pour plus d'informations sur l'ESU et le programme, consultez notre site www.european-summer-university.eu

En pratique, Sarrebruck n'est pas loin de chez nous: 3 heures en voiture depuis Bruxelles, 6 heures de train. Du logement militant est prévu (camping, halls couverts). Mais il faut réserver sa place, car l'espace est limité pour 1.000 participants. Et il faut aussi bloquer ses vacances. Ne tardez donc pas à vous inscrire: www.european-summer-university.eu

AG d'Attac Wallonie-Bruxelles: nouveau départ!

Le samedi 16 février dernier a eu lieu l'Assemblée Générale annuelle d'Attac Wallonie-Bruxelles. Dans un climat serein, un bon nombre de décisions constructives y ont été prises. On y a acté un certain affaiblissement de notre coordination, et la nécessité de la renforcer. De nombreuses bonnes volontés se sont exprimées. Reste à traduire tout ça en actes dans les prochaines réunions de coordination. Ce sera le travail de la nouvelle équipe, qui est ouverte à toutes les personnes intéressées.

Côté campagnes, trois thèmes principaux ont été retenus: l'Europe institutionnelle (autour du traité de Lisbonne et des propositions pour une autre Europe); les services publics (à partir du combat contre la privatisation de la Poste); la fiscalité (autour de la campagne nationale lancée par le Réseau pour la Justice Fiscale et le Financier Actie Network). L'AG a aussi particulièrement insisté sur la nécessité de redynamiser nos outils de communication: site web et périodique. Nous devrions avoir l'aide des permanents d'Attac Liège pour ce faire.

Côté mandataires, Franco Carminati reste animateur de la coordination. Jean-Marie Coen devient porte-parole (et continuera à assurer le lien avec Attac Europe). Olivier Cailloux (de AB2) coordonnera la campagne sur l'Europe institutionnelle, tandis que Daniel Puissant (de Liège) fera de même pour la fiscalité. Madeleine Ploumhans reste trésorière. Mais répétons le: toutes les bonnes volontés sont les bienvenues!

Analyse des courants idéologiques qui ont contesté le traité constitutionnel européen

QU'EST-CE QUI SOUS-TEND NOTRE OPPOSITION A L'UNION EUROPENNE?

Il y a près de trois ans, la «constitution européenne» était rejetée par la France et les Pays-Bas après des débats citoyens vigoureux qui touchèrent aussi de nombreux mouvements progressistes dans d'autres Etats de l'Union européenne. Ce traité constitutionnel, en rassemblant dans un même texte l'ensemble des traités européens existants, a permis aux mouvements de gauche opposés à l'état actuel de l'intégration européenne d'en formuler une critique globale et de commencer à lui opposer des alternatives cohérentes.

Après une «pause de réflexion» de plus de deux ans, les dirigeants européens ont négocié en cercle fermé un nouveau texte, le traité de Lisbonne, qui sera ratifié dans la plupart des Etats membres dans le courant de l'année 2008. Celui-ci, selon les aveux de ces mêmes dirigeants, reprend l'essentiel du traité constitutionnel. Les nombreuses analyses et prises de position qui émergèrent pendant la période de rédaction de cette constitution et les tentatives de la faire ratifier sont donc toujours valables aujourd'hui. Il est dès lors utile de se pencher plus en détails sur les arguments utilisés dans le cadre du débat sur la «constitution européenne» pour tenter de consolider des critiques et alternatives de gauche convaincantes et crédibles sur l'Europe actuelle.

Il y a quatre grandes dimensions dans les discours sur l'Europe actuelle formulés par les mouvements de gauche qui étaient opposés au traité constitutionnel (aujourd'hui contre le traité de Lisbonne): altermondialistes, communistes, marxistes révolutionnaires et socialistes critiques (1).

Une opposition commune au néolibéralisme

Tout d'abord, il est indéniable que cette contestation s'inscrit dans le cadre plus large d'un rejet du libéralisme économique extrême. Mais correspond-elle à un cadre économique hétérodoxe marxiste ou keynésien?

Le marxisme se positionne radicalement en opposition au capitalisme: celui-ci engendre un antagonisme d'intérêts fondamental entre les travailleurs et les détenteurs de capitaux. Dans cette approche, l'exploitation des prolétaires permet aux capitalistes de réaliser toujours plus de profit et d'accumuler toujours plus de capital pour développer leur compétitivité dans la concurrence sauvage régnant entre les divers capitalistes. Le fonctionnement du capitalisme est perçu comme intrinsèquement chaotique et contradictoire, notamment parce qu'il repose sur l'exploitation de la majorité sociale et suscite des crises fréquentes, dévastatrices socialement. Il est donc nécessaire que les prolétaires renversent ce système et lui substituent une société socialiste répondant aux besoins sociaux de chacun grâce à une appropriation collective des moyens de production et à une planification de l'économie.

Le keynésianisme ne rejette pas quant à lui le système capitaliste, mais considère qu'il ne peut être bénéfique que s'il est fortement régulé. Livré à lui-même, il soigne très bien l'offre, mais n'engendre pas forcément une demande suffisante, ce qui peut provoquer une faible croissance et du chômage, voire de véritables crises de surproduction. L'Etat doit, dès lors, jouer un rôle économique substantiel, afin de favoriser la demande globale. L'approche keynésienne insiste avant

tout sur la politique monétaire pour relancer la demande via l'investissement. Une autre façon pour les pouvoirs publics d'améliorer la demande globale est d'utiliser la politique budgétaire. Enfin, une redistribution vers les couches les moins fortunées doit permettre d'améliorer leur situation, mais aussi d'accroître l'efficacité du processus multiplicateur engendré par l'investissement, en privilégiant la consommation.

Quelle souveraineté populaire?

Un deuxième grand pan de la protestation de gauche à l'UE repose sur une remise en question du fameux «déficit démocratique» de celle-ci. A nouveau, il est utile de déterminer plus précisément comment cette contestation est formulée. Quel est le paradigme théorique sous-jacent à cette opposition au déficit démocratique européen? Est-elle sous-tendue par une acceptation de la démocratie représentative comme modèle idéal et si oui, ce schéma est-il perçu selon un prisme libéral ou républicain?

Dans la conception politique libérale, la fonction du processus démocratique est essentiellement de servir les intérêts de la société. L'Etat doit seulement réaliser les objectifs collectifs indispensables mais l'essentiel de la vie des citoyens se passe dans la sphère privée. Ce qui compte c'est la protection des libertés individuelles, qui requiert la consécration de certains droits fondamentaux. Le processus démocratique est indispensable pour protéger celles-ci mais doit être limité par certains mécanismes et principes contenus dans la constitution. Comme la liberté se réalise en dehors de la sphère politique et que l'Etat doit toujours être limité, la souveraineté populaire doit se

Analyse des courants idéologiques qui ont contesté QU'EST-CE QUI SOUS-TEND NOTRE

traduire par une démocratie représentative, plutôt que directe. En outre, le conflit politique est perçu comme une réalité inévitable et même positive. Dès lors, le processus démocratique se fait sur le mode de la négociation et du marchandage entre des intérêts et convictions opposés.

La vision républicaine de la démocratie accorde une importance beaucoup plus primordiale à l'exercice de la souveraineté populaire, perçue comme indispensable pour réaliser complètement la liberté des individus. Du moment qu'il est démocratique, le pouvoir n'est pas considéré comme potentiellement dangereux ni contradictoire avec les libertés individuelles. Comme la politique est le lieu de la liberté par excellence, le processus démocratique doit consister en une délibération rationnelle et raisonnable débouchant sur un certain consensus. Le citoyen doit quant à lui se détacher de ses particularités concrètes lorsqu'il entre dans l'arène politique et adopter une approche globale intégrant l'intérêt général. D'un point de vue pratique, une telle conception requiert une implication substantielle des citoyens dans les processus de décisions, à travers des mécanismes représentatifs mais aussi de participation directe.

La critique contre la trop faible démocratie européenne pourrait aussi reposer sur une vision plus radicale de la démocratie, inspirée de références marxistes. La conception marxiste fustige d'abord le caractère formel de la démocratie dans le système capitaliste. Elle dénonce le fait que la citoyenneté politique ne donne à l'individu ordinaire aucun pouvoir d'influence réel sur les décisions politiques. L'égalité politique que consacre la démocratie bourgeoise est dénoncée comme

n'étant qu'une égalité formelle et abstraite, qui élimine les inégalités sociales uniquement dans la communauté civique fictive, mais pas dans la réalité sociale. L'alternative proposée est une démocratie communiste (ou socialiste), dans laquelle tout le peuple doit recevoir le pouvoir politique effectif. Outre l'appropriation collective de la production, un dépérissement de l'Etat et une participation des travailleurs dans toutes les sphères de la société sont nécessaires. Dans un modèle représentatif pyramidal basé sur des communes représentant les producteurs associés, les travailleurs exercent tout le pouvoir, à la fois exécutif et législatif, tandis que tous les représentants et fonctionnaires sont élus au suffrage universel et liés par un mandat impératif.

Pour le retour à l'Etat-nation?

Par ailleurs, il peut être utile de s'interroger sur le référentiel identitaire dans lequel ces critiques sont exprimées. Les résistances de gauche à l'Union européenne se font-elles selon un prisme patriotique, europatriotique ou cosmopolitique? Les deux premières visions se rejoignent dans une approche que l'on pourrait qualifier de «communautarienne». En effet, tant le patriotisme que l'eupatriotisme considèrent que l'on ne peut construire une entité politique démocratique garante d'une certaine justice sociale sans que celle-ci ne repose sur une identité collective forte – nationale ou européenne. Un fort sentiment d'appartenance est perçu comme indispensable pour susciter la mobilisation civique, la confiance mutuelle et le respect des décisions majoritaires nécessaires au fonctionnement de la démocratie et pour assurer la solidarité à la base de

la justice sociale, et un patriotisme basé sur de tels principes progressistes est conçu comme tout à fait compatible avec les libertés individuelles. On trouve aussi dans ces approches l'idée que les valeurs censées fonder la communauté politique sont positives, voire, supérieures, ce qui se traduit par une fierté certaine dans ses réalisations historiques supportées. Elles tendent aussi à défendre les intérêts de la communauté morale de référence et à opposer cette communauté à d'autres entités culturelles.

Contre cette conception, le cosmopolitisme estime que la logique d'unité et de primat du collectif qu'implique toute forme de patriotisme contient toujours en germes des dangers d'exclusion et d'oppression des individus. Il considère par ailleurs que la démocratie et la justice sociale peuvent très bien exister sans une communauté culturelle substantielle.

Sur un plan plus prescriptif, la vision cosmopolitique estime que les institutions juridico-politiques doivent être fondées sur des principes universels et non sur des valeurs particulières. Elle promeut même une résistance à l'identification et une critique constante des valeurs culturelles particulières des communautés d'appartenance. Elle insiste sur la mise en œuvre pratique des principes universels, plutôt que sur l'attachement affectif envers ceux-ci. Elle défend les intérêts des êtres humains en général, et non des membres d'une communauté particulière et ne cherche donc pas à créer une démarcation par rapport à d'autres communautés culturelles ni à développer un sentiment de supériorité vis-à-vis de celles-ci.

le traité constitutionnel européen

OPPOSITION A L'UNION EUROPÉENNE?

Réforme ou révolution? Une question toujours d'actualité

Enfin, il est important de comprendre quels sont les moyens préconisés par les détracteurs actuels de l'intégration européenne pour faire avancer l'Europe alternative dont ils rêvent. Historiquement, deux approches de la stratégie se confrontent dans la gauche.

Pour la vision révolutionnaire, le but du mouvement socialiste doit être la sortie du mode de production capitaliste et cet objectif ne peut être atteint que par une révolution sociale portée par la classe prolétaire. Ces objectifs sont surtout justifiés par une analyse des évolutions économiques objectives: le capitalisme est considéré comme un système profondément contradictoire, qui engendre des tendances favorisant son effondrement et éventuellement son remplacement par le socialisme. Le prolétariat a un rôle central à jouer dans ce renversement étant donné sa position objective dans les rapports de production. Il doit prendre conscience de son rôle historique et pour cela, l'élaboration d'idéologies appropriées par des intellectuels reliés à cette classe sociale est indispensable. Les réformes sociales et politiques à l'intérieur du système peuvent permettre de développer la conscience de classe mais ne peuvent être des fins en elles-mêmes ni des moyens d'accéder sans rupture radicale au socialisme.

En revanche, l'approche réformiste considère qu'il est possible d'instaurer le socialisme petit à petit, grâce à des réformes sociales et à la participation démocratique à l'intérieur même du système existant. Si le passage au socialisme ne requiert pas une rupture révolutionnaire, c'est parce que le moteur

de l'histoire n'est pas seulement la lutte entre des classes aux intérêts irréconciliables. L'histoire avance tout autant sous l'impulsion des idées et des valeurs. Ce qui signifie qu'il est possible d'arriver au socialisme aussi par la promotion de principes moraux sur lesquels peuvent s'accorder tous les membres de la société. Ainsi, il s'agit de défendre l'idéal de liberté individuelle, mais en insistant sur sa réalisation réelle et non pas seulement formelle.

La formation du 27 mars consistera, à l'aide de cette grille de lecture théorique, à éclaircir la position des différents courants de gauche qui remettent aujourd'hui en question l'état actuel de l'intégration européenne. Il est en effet essentiel que ces mouvements de résistances développent une compréhension plus approfondie de leurs propres présupposés idéologiques, pour qu'ils puissent clarifier leurs critiques et leurs revendications pour une Europe sociale et démocratique.

Sophie Heine

(1) Les courants que j'ai étudiés dans ma thèse de doctorat sont plus précisément les suivants : en France, il s'agit des «socialistes du non» (la gauche du PS qui a fait campagne contre le traité constitutionnel), du PCF, d'Attac-France et de la LCR; et en Allemagne, j'ai analysé le discours sur l'Europe du nouveau parti de gauche Die Linke et d'Attac-Deutschland.

Formation Attac

Le mouvement altermondialiste contre l'Europe?

A l'Espace Marx, 4 rue Rouppe - 1000 Bxl
Jeudi 27 Mars à 19h45

29 mai 2005, c'est la liesse au sein des rangs d'Attac, que ce soit en France, en Belgique ou dans d'autres pays. La population française a voté «non» au texte constitutionnel européen qui leur était soumis.

Pendant des mois, des associations progressistes dont Attac ont patiemment essayé d'expliquer aux citoyens ce qui se trouvait dans ce projet de l'Union et ce, contre quasiment tous les partis traditionnels (UMP, UDF, PS et Verts).

Qu'est-ce à dire? Attac est-il contre l'Europe? Et les autres mouvements sociaux qui ont pris part à la campagne?

Ne faut-il pas distinguer entre la construction européenne actuelle, particulière, fondée sur des objectifs favorables aux entreprises et à leurs intérêts économiques, et toute forme d'élaboration de projet européen?

Sophie Heine, politologue, venant de terminer une thèse doctorale sur le sujet, partira des exemples français et allemands qu'elle a analysés en détail pour présenter les positions des divers courants présents dans l'altermondialisme. De quoi voir qui défend quoi et avec qui des alliances sont possibles et sur quel sujet.

Le B.A.BA pour une association comme Attac qui ne veut pas seulement éduquer, former, mais aussi agir.

Privatisation de l'énergie, de la poste, des télécommunications, des institutions financières, du transport ferroviaire, des bâtiments publics... Il n'y a pas de secteur qui semble échapper à la rage privative qui s'est emparée des dirigeants européens, toute idéologie confondue.

Entrée libre et ouverte à tous

A propos du livre «Le temps des turbulences» d'Alan LE MAÎTRE DU MO

Il n'est pas très loin le temps où la plupart des économistes saluaient le pragmatisme et la lucidité d'Alan Greenspan. Notamment, en 2001, le président de la Banque centrale américaine (la Federal Reserve ou FED) avait plusieurs fois abaissé les taux d'intérêt directeurs, apaisant ainsi les Bourses mondiales. Aujourd'hui encore, certains louent sa rapidité d'intervention, la comparant avec la lenteur et le caractère borné de son homologue européen uniquement préoccupé par la lutte contre l'inflation.

Mais qui est Alan Greenspan? Qui est celui qui a tenu durant plus de dix-huit les rênes d'une des institutions les plus importantes et les influentes du monde?

Plus conservateur, tu meurs!

A la lecture de son ouvrage volumineux en partie autobiographique (plus de 640 pages), on peut répondre sans ambiguïté: c'est un conservateur libéral, proche des idées de Milton Friedman, cet économiste ultra-libéral qui a animé la fameuse école de Chicago. Certes, il n'est pas un extrémiste religieux nationaliste comme l'administration Bush en compte des centaines. Mais quand même il défend ouvertement la supériorité du système américain de libre-échange.

On trouve ainsi, dès les premières pages du livre, une affirmation que n'aurait pas reniée Francis Fukuyama, l'auteur de «La Fin de l'histoire»: «Pour le capitalisme de marché, le moment déterminant a cependant été la chute du mur de Berlin en 1989: elle a dévoilé l'état de ruine économique qui existait de l'autre côté

du rideau de fer, bien pis que ce qu'estimaient les meilleurs économistes occidentaux. La planification centrale s'est révélée être un échec irrémédiable et, face à la désillusion croissante suscitée par les politiques économiques interventionnistes des démocraties occidentales, le capitalisme de marché a commencé à supplanter lesdites politiques un peu partout dans le monde. La planification centrale n'était plus objet de débat et n'a pas eu droit à un éloge funèbre. En dehors de Cuba et de la Corée du Nord et d'une poignée d'autres bastions communistes, elle a été abandonnée partout dans le monde» (1).

Il ne faut pas chercher dans l'ouvrage de preuves irréfutables de l'échec à la fois des expériences soviétiques et des pays de l'Est, d'une part, et de toute planification, d'autre part. Il n'y en a pas. Il ne faut pas épiloguer: l'effondrement suffit à toutes les argumentations. Pourtant, rappelons quand même qu'au niveau économique les performances productives de l'URSS et de ses alliés étaient supérieures à celles de l'Occident jusqu'au début des années 70. Il n'y a donc pas si longtemps que cela.

Mais rien ne paraît ébranlé l'optimisme libéral d'Alan Greenspan. C'est un long panégyrique en faveur du capitalisme pur et dur. Ainsi, il écrit: «La beauté d'un système de marché est que, quand il fonctionne bien, comme c'est le cas la plupart du temps, il tend à créer ses propres équilibres». Il ajoute même: «quand une économie de marché dérape périodiquement sur un chemin apparemment stable, les forces du marché interviennent pour la redresser» (p.435). C'est beau comme une théorie de concurrence pure et parfaite!

Il oublie seulement qu'au cours de l'histoire, ces fameuses forces régulatrices s'intitulaient intervention de l'Etat, luttes sociales ou même guerres. Alors de fait, le capitalisme y a survécu.

De Nixon à Bush Jr.

Comme l'ouvrage est en partie autobiographique, on peut retracer l'évolution de cet homme qui a tenu la présidence de la Banque centrale américaine. Il est né en 1926 dans une famille relativement aisée, mais n'appartenant certainement pas aux plus riches de la nation.

Ses premiers pas et amours, Alan Greenspan les avance dans un domaine qu'on ne devinerait pas a priori: le jazz. Il fait partie même d'un orchestre. Il finit, néanmoins, par terminer ses études universitaires en économie. Il doit réaliser une thèse doctorale. Sa spécialité est l'étude de la situation d'un secteur à partir de données chiffrées qu'il recherche à une époque où les statistiques sont beaucoup plus pauvres qu'aujourd'hui. Comme il le note lui-même: «Tout mon travail avait été empirique, fondé sur mes chiffres, jamais guidé par des valeurs; J'étais un technicien de talent, rien de plus» (p.76).

Mais, justement, en fonction de cela, il est engagé par la société de conseils aux entreprises Townsend en 1953. Il n'écrira jamais de thèse.

Méfiance quand même vis-à-vis de ces gens sans véritable idéologie, de ces experts soi-disant «neutres». En contact avec les entreprises, il entre au conseil d'administration de plusieurs d'entre elles, quinze au cours de sa carrière. Et parmi les plus grandes: Mobil (qui sera

NDE ECONOMIQUE

fusionnée avec Exxon), Alcoa, le géant mondial de l'aluminium, JP Morgan (aujourd'hui MorganChase) ou Searle, la firme pharmaceutique qui fut dirigée en son temps par Donald Rumsfeld.

En 1968, il choisit clairement son camp. Il fait partie de l'équipe visant à soutenir la candidature de Richard Nixon, le Républicain, contre le vice-président démocrate sortant, Hubert Humphrey (2). Celui-ci est défait. Mais Greenspan refuse toute participation dans le gouvernement Nixon. Il trouve celui-ci intelligent, brillant même – une estime qu'il n'accordera qu'à un seul autre président, Bill Clinton -, mais ordurier. Lors d'une séance apparemment anodine, le futur président va engueuler un de ses collaborateurs par des injures lamentables.

Mais il manque d'économistes. Aussi en 1974, les Républicains reviennent à la charge pour proposer le poste de conseiller économique en chef de la Maison Blanche. Heureusement, avoue Greenspan, Nixon doit démissionner à cause de l'affaire du Watergate le jour où il prend officiellement ses fonctions. Il restera le temps de la présidence de Gerald Ford, soit début 1977.

Un mauvais film de série B

Devenu un pilier du programme économique du parti républicain, il se retrouve de nouveau dans l'équipe de Ronald Reagan dès 1980, avec notamment Milton Friedman. On sait que l'ancien comédien de film de série B est alimenté par des fonds venant des milieux ultra-conservateurs, voire même d'extrême droite, et soutenu par les fondamentalistes chrétiens.

Mais, de ce fait, il n'en sera nullement question dans l'ouvrage. Au contraire, nous avons droit à cette anecdote. Le directeur de la campagne, Martin Anderson, demande à Greenspan de briefer Reagan en économie, puisque celui-ci est plus un amateur de bons mots et de slogans que de connaissances véritables. Et l'occasion est un voyage en avion de cinq heures. Seulement, le futur président n'arrête pas de plaisanter. Greenspan n'arrive pas à placer son argumentation. Il n'a jamais pu s'expliquer durant tout le trajet et Reagan s'est contenté de convaincre les électeurs à partir de sa maigre expertise.

Pourtant, le candidat plaît. Greenspan écrit en effet: «Ce qui m'attirait chez lui, c'était son conservatisme sans ambiguïtés» (p.120). Ce caractère réactionnaire et nationalisme n'est pas pour le rebuter: «Sous Reagan, les Américains, qui croyaient jusque-là appartenir à une ancienne grande puissance, ont retrouvé confiance en eux» (p.121). Et on était parti pour combattre l'axe du Mal, à savoir le communisme, pour se lancer dans la guerre des étoiles ou pour supprimer les droits sociaux pour nombre de salariés. Voilà les bases de cette nouvelle puissance!

«Vous m'avez mal compris»

Greenspan n'entrera pas dans le gouvernement, ni dans l'administration. Néanmoins, en 1987, lorsque Paul Volcker, un démocrate, décide de renoncer à la présidence de la Federal Reserve, Reagan fait appel à lui.

Sa première mission sera d'apprendre le langage FED. Il s'agit en effet de pré-

senter les données en possession de la Banque centrale dans un langage codé, de telle sorte que les acteurs des marchés financiers ne puissent en découvrir la teneur. La Federal Reserve est une banque composée de douze antennes dans tout le pays, chargées de tâter le pouls de l'économie de façon régulière. Mais, sur cette base, si le président de la Banque vient devant le Congrès ou les journalistes pour affirmer que c'est la catastrophe, que tout va mal, ce sera la panique sur toutes les Bourses. Donc il faut le dire tout en prétendant le contraire.

Pendant plusieurs mois, une personne sera d'ailleurs destinée à enseigner au nouveau président le vocabulaire à utiliser. Si bien qu'en fin des années 80, lors d'une interrogation devant le Sénat, un élu eut le culot d'affirmer qu'il comprenait ce que les propos du représentant de la Banque centrale signifiaient et reçut cette réponse fulgurante de Greenspan: «Monsieur le sénateur, si vous m'avez compris, c'est que je me suis mal exprimé» (3).

Le premier événement auquel fut confrontée la FED est la chute des Bourses en octobre 87. Les investisseurs vont subitement vendre leurs actions, suite à l'annonce d'une mauvaise nouvelle, un taux de chômage se relevant. Mais la crise est passagère et les cours vont rapidement remonter. Greenspan en tirera comme conclusion: l'autorégulation naturelle des marchés.

Il craint que cette conviction, très auto-réalisatrice dans son cas, ne fasse pas un très bon effet au sein de l'institution censée réguler les marchés financiers. Il se propose donc d'être passif dans la décision que doit prendre la Federal

Le maître du monde économique - A propos du livre

Reserve. Jusqu'au moment où il se rend compte que son conservatisme libéral est partagé par bon nombre de ses collègues (p.478): réguler le moins possible devient le credo de l'ère Greenspan.

Les taux se resserrent

Il va passer ainsi dix-huit ans, - un mandat renouvelé tous les quatre ans -, affrontant les tempêtes du désert en 91, l'effondrement des caisses d'épargne fin des années 80, la crise mexicaine en 95, la crise asiatique et ses suites en 97-98, l'éclatement de la bulle Internet en 2000 et les incertitudes liées aux attaques contre le World Trade Center le 11 septembre 2001.

Ce qu'il négocie le mieux, ce sont les baisses et hausses d'intérêt. Comme les banques s'approvisionnent en dernier ressort à la Federal Reserve, les taux décidés influent sur les opérations de crédit à court terme. En revanche, c'est le Département du Trésor et principalement Larry Summers, d'abord sous-secrétaire puis secrétaire du gouvernement Clinton, qui va traiter les négociations pour régler les crises à l'étranger: au Mexique, en Asie, en Russie, au Brésil...

L'opération qui fera le plus de bruit sera la baisse des taux à 1% - c'est-à-dire trois fois rien - à partir de 2002 jusqu'en 2004. Pour éviter un krach boursier majeur à ce moment, l'affaire est réussie. Seulement, cela va inciter les ménages à s'endetter pour à la fois devenir propriétaire d'une maison et pour s'endetter. De ce fait, la mesure a alimenté la crise immobilière actuelle.

Mais qu'importe, on ne pouvait pas laisser la nouvelle équipe Bush Jr. dans l'embarras. D'autant que le président

de la FED accueille chaleureusement la nouvelle administration conservatrice. C'est la victoire des Républicains, mais qui plus est nombre de ceux qui étaient à la Maison Blanche, vingt-cinq ans plus tôt avec lui et Gérald Ford, reviennent au pouvoir. C'est le cas de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld. Et il y a Paul O'Neill, ancien président d'Alcoa dont il était administrateur.

Les amis ne sont plus ce qu'ils étaient

Rapidement, Greenspan est gagné par la déception. Ce n'est pas les mensonges à propos de l'implication de l'Irak dans les attentats du 11 septembre qui le préoccupent. Pas plus que les milliers d'Irakiens et d'Afghans tués pour cette guerre préventive contre le terrorisme totalement injustifiée. Ni les privations de droits des citoyens américains grâce aux nouvelles lois «Patriot». Non ce qui le dérange est le relâchement vis-à-vis du déficit budgétaire.

L'administration Clinton avait renoué en fin de parcours avec des excédents. Des projections qui se sont avérées fallacieuses permettaient d'espérer des boni quasi permanents durant les années qui venaient. Le programme de Bush était de restituer cette masse d'argent aux contribuables, évidemment aux plus riches d'abord. Seulement, la crise et la chute du Nasdaq (4) aidant, une partie importante des prévisions s'évaporaient. Mais Bush maintint son optique. Ce qui a entraîné un dérapage budgétaire inacceptable pour Greenspan.

En outre, Paul O'Neill, son ami, se trouvait presque tout le temps en porte-à-faux avec l'économiste en chef de la Maison Blanche. Il fut forcé de démissionner

après deux ans et laisser la place à John Snow, plus accommodant. Cela n'a pas ravi le président de la FED.

Ce qui ne l'a pas empêché d'être affirmé à plusieurs reprises dans ses fonctions jusqu'en 2006, lorsque à 80 ans, il décide définitivement de prendre sa retraite (et d'écrire ses mémoires). C'est Ben Bernanke qui lui a succédé.

L'autocratie entrepreneuriale

On peut être étonné par les nombreuses prises de position d'Alan Greenspan qui flirtent avec le conservatisme le plus radical et le plus extrême et qui sont révélées fièrement dans le livre.

Ainsi, il se prononce en faveur du nucléaire pour faire face au réchauffement climatique (p.576). Il critique les Européens de bénéficiaire de système de sécurité sociale qu'ils ne peuvent plus se permettre dans le monde concurrentiel actuel (p.639). Il estime que l'affaire des pensions doit être réglée individuellement et que c'est à chaque personne de prendre en charge la nécessité de se couvrir, le régime à prestations fixes ou définies ne pouvant plus fonctionner correctement à l'avenir par manque de financement (p.524, 530 et 537). Ce sera donc le développement d'un système d'assurance privée qui devra combler cette lacune, avance-t-il. Il se prononce pour l'autoritarisme dans les firmes: «Le monde fortement concurrentiel d'aujourd'hui exige que chaque entreprise exécute les plans d'un seul meneur» (p.549). Ne parlait-on pas de démocratie et des Etats-Unis comme pays source de la démocratie?

«Le temps des turbulences» d'Alan Greenspan

Sois pauvre et tais-toi!

Dans le domaine des inégalités, ses propos confèrent à l'absurdité. Il reconnaît cette évolution qui accroît la part des riches au détriment des moins favorisés et il le regrette même. Mais, au lieu de punir ceux qui réussissent, il faut, ajoutez-il, donner les moyens aux autres de se prendre en charge et de gagner bien davantage. Ceci ne peut se réaliser que par l'éducation: des gens mieux formés auront des boulots plus qualifiés et donc mieux payés. Convaincus ?

Pas trop? Parce que créer un salarié qualifié ne signifie pas qu'il y aura un poste pour lui et, si ce n'est pas le cas, il viendra sur le marché des travailleurs postulant des emplois mieux rémunérés. De ce fait, l'offre augmentant, le prix va baisser. Une loi élémentaire de l'économie. Même un conservateur devrait le savoir.

Ensuite, s'il faut des emplois aux compétences technologiques affirmées, il faut en même temps des postes pour s'occuper de tout le sale boulot laissé par ces surdoués. En effet, il faut nettoyer les bureaux, voire les domiciles privés. Il faut préparer des repas pour que les génies de l'Internet puissent se consacrer quasi exclusivement à leur «créativité». Il faut organiser des fast-food. Il faut développer le personnel de magasin, qui sera sous-payé comme à Wal-Mart, le plus gros employeur privé des Etats-Unis...

Bref, tous ces emplois proposés ne disparaîtront pas parce que les Américains seront mieux éduqués. Soit ceux-ci se consacreront uniquement à leurs compétences ultrasophistiquées et il faudra alors faire venir une population immigrée pour tenir les sales boulots mal payés.

Soit une partie de la population américaine ne pourra espérer mieux que ces postes et, pour les occuper, c'est peine perdue de leur donner une formation hautement développée. Notons que le Bureau of Labor Statistics (le bureau des statistiques du travail) élabore des projections sur les emplois qui seront demandés dans les dix ans qui viennent. Il note que ce sont justement ces deux types de postes qui vont avoir le vent en poupe dans la décennie à venir: les fonctions très spécialisées et très techniques, d'une part, mais aussi les boulots qui peuvent être réalisés par un personnel sous-qualifié et mal payé, d'autre part.

Il est intéressant de souligner que George Bush interrogé récemment sur cette question a donné le même type de réponse que Greenspan. Comme quoi entre conservateurs, on épouse fondamentalement les mêmes idées.

Un nouveau produit financier inconnu à la FED: la régulation

C'est dans le domaine de la réglementation financière que le point de vue de l'homme de la FED a de quoi inquiéter. Car c'est de cela qu'il a traité durant dix-huit ans. Sa philosophie de laisser faire est déroutante pour celui qui est censé réglementer.

«Les marchés étant devenus trop complexes pour une intervention humaine efficace», prétend-il, «les politiques anti-crise les plus prometteuses sont celles qui maintiennent une flexibilité maximale du marché; la liberté d'action pour les principaux acteurs du marché, tels que les hedge funds (5), les fonds d'actions privés et les banques d'investissements» (p.621).

Il poursuit: «La régulation, par sa nature, inhibe la liberté d'action des marchés, et cette liberté d'intervention rapide est ce qui rééquilibre ces marchés. Réduisez la liberté, et c'est tout le processus d'équilibrage des marchés qui est mis en péril» (p.621).

Il termine: «Les efforts pour surveiller et influencer le comportement de marchés qui fonctionnent à des vitesses supersoniques échoueront. La surveillance par le secteur public n'est plus à la hauteur de cette tâche. Les armées d'analystes qui seraient nécessaires pour suivre les transactions mondiales entraveraient par leurs interventions la flexibilité financière qui est tellement nécessaire à notre avenir. Le bon sens ne nous offre pas d'autre choix que de laisser les marchés fonctionner» (p.624).

De fait, le bon sens – que n'a-t-on entendu ce mot en sciences économiques pour justifier toute la théorie de la libre concurrence – devrait nous faire accepter la liberté des grands financiers et spéculateurs d'agir à leur guise (en respectant les lois, précise Greenspan), même si cela cause un krach boursier, le licenciement de plusieurs millions de travailleurs victimes de restructurations suite aux décisions financières, la perte de leur logement pour des millions de personnes ne pouvant plus rembourser le prêt à taux variable octroyé par la banque... La liberté d'action revendiquée n'a donc pas la même signification pour tous. Car quelle est la liberté d'action du chômeur, du sans logis, du «working poor» (6)?

Greenspan nous livre donc un concentré de doctrine néolibérale tout à fait imbuvable et abjecte, n'ayant aucune considération pour les gens qui doivent subir les conséquences sociales de ces politi-

Le maître du monde économique

A propos du livre «Le temps des turbulences» d'Alan Greenspan

ques. Un instrument profitable à l'auteur puisqu'il aurait reçu 6 millions d'euros pour écrire ce document «aussi excitant qu'un mur de parpaings» (7). Et dire que cet homme a dirigé la Federal Reserve, en ayant des cartes maîtresses pour influencer sur l'économie mondiale...

Henri Houben

(1) Alan Greenspan, Le temps des turbulences, éditions JC Lattès, Paris, 2007, p.25. Sauf indications contraires, les références de pages sont liées à cet ouvrage. (2) Le président sortant, Lyndon Johnson, renonça à se présenter vu les conflits dans son propre parti à propos de la guerre du Vietnam. (3) Cité dans Patrick Artus, Les incendiaires. Les banques centrales dépassées par la globalisation, éditions Perrin, Paris, 2007, p.76. (4) Le Nasdaq est la Bourse de New York où sont cotées la plupart des firmes travaillant dans les secteurs technologiques. (5) Un hedge fund est grosso modo un fonds spéculatif. Il est alimenté par des personnes assez riches ou par d'autres sociétés financières pour intervenir sur les marchés financiers et gagner de l'argent à partir de toutes les opportunités qui se présentent (surtout à court terme). (6) Celui qui travaille et qui reste, néanmoins, pauvre, car mal payé. (7) Alternatives économiques, n°263, novembre 2007.

Le système de la Banque centrale américaine

La Federal Reserve (FED) a été créée officiellement en 1913, suite à la crise de 1907 qui a montré aux financiers américains la nécessité d'avoir un organisme pouvant assurer la stabilité du système. Elle chapeaute un réseau de douze banques régionales qui sont financées par le privé. Elle ne reçoit d'ailleurs aucun subside de fonctionnement. Elle vit des bénéfices réalisés sur les marchés financiers.

Le président est, néanmoins, nommé par la Maison Blanche. Et il doit rendre des comptes deux fois par an devant le Congrès.

Les objectifs sont triples: un taux d'emploi maximum, une lutte contre l'inflation de tout instant et des taux d'intérêt le plus bas possible. Les moyens utilisés sont surtout la fixation du taux d'escompte, des réserves obligatoires des banques privées et les opérations sur les marchés des taux d'intérêt.

De ce fait, la FED joue un rôle dans la création monétaire. On sait que celle-ci est l'apanage de plus en plus des banques privées: 7% de la monnaie circule sous forme de billets ou de pièces; le reste est composé d'opérations de crédit accordées par les banques ou de produits financiers pouvant servir

de paiement en certaines occasions. C'est une création monétaire étant donné que le compte d'endettement n'existait pas auparavant et il est garanti par un avoir comme un immeuble ou un terrain.

Comment la Banque centrale intervient-elle dans cette création monétaire? En jouant sur les taux d'intérêts et sur le marché monétaire. Si elle adopte un taux bas, elle favorise les opérations de crédit et donc la création monétaire. Inversement, si elle monte ses taux, elle rend l'emprunt des banques, qui s'approvisionne à la FED en dernier ressort, plus cher et donc cela se répercute sur tous les prêts.

La gestion des taux est donc importante pour l'activité économique américaine. Elle peut conditionner la croissance ou la crise. Elle aura des répercussions sur la valeur du dollar. De cette façon, même si ce n'est pas son rôle premier, les décisions de la FED, symbolisée par son président, influent sur toute l'économie mondiale. Il n'est donc pas usurpé d'appeler ce président le Maître du monde économique. Lorsque Greenspan jouait ce rôle, c'était même tout à fait approprié.

étant donné les manquements constatés à la connaissance de celle-ci. Or, comme l'affirme Hegel, le grand philosophe allemand du début du XIXème siècle, ceux qui ne connaissent pas l'histoire sont condamnés à la revivre.

Dans ce cadre, il y a plusieurs propositions: histoire de l'Europe; histoire de la construction européenne; histoire des grandes luttes sociales en Belgique; histoire de la social-démocratie; histoire de la pensée économique; histoire des multinationales; histoire de la finance; histoire des courants politiques majeurs; histoire du syndicalisme; histoire du «socialisme réel»... A vous de choisir...

4. Divers

ASSEMBLÉE

Attac-Bruxelles 1

Mercredi 2 avril à 19h45

Les élections sociales: quels enjeux?

Au Siréas, 34 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles (à deux pas de la porte de Hal)

Proposition d'ordre du jour:

1. Les élections sociales

Les élections sociales se dérouleront, pour la plupart, en mai 2008 (normalement entre le 5 et le 18). C'est le moment de choix pour bon nombre de salariés. Ils vont devoir élire leurs représentants pour les quatre ans à venir.

Mais sur quoi portent ces élections? Est-ce que c'est un enjeu gauche-droite? Quelle est l'importance de bien désigner ses délégués? En quoi Attac est-il concerné?

Avec Fabien Pierre, délégué principal d'Econo-

com (SETCA, c'est-à-dire la centrale des employés de la FGTB).

2. Café politique

Quel est le programme prochain du Café politique? Comment lier cette activité avec le reste de ce que fait la locale? Quelle relation avec les campagnes d'Attac? Comment dynamiser cette activité?

3. Formation

Préparation du programme des formations pour le second semestre 2008. Les dates retenues sont les jeudis 25 septembre, 23 octobre et 20 novembre. L'idée serait d'orienter ces cours sur l'histoire économique, sociale et politique,

Du 16 au 22 mars

SEMAINE D' ACTIONS POUR LA PAIX



DIMANCHE 16 MARS

1 000 marcheurs pour la paix (27 km)

- 9h30: départ de la gare de Leuven (Martelarenplein)
- 14h-14h45: possibilité de rejoindre la marche au Parc de Tervueren
- 16h-16h45: possibilité de rejoindre la marche au Musée du Tram
- 17h15: arrivée au parc du Cinquantaire (Bruxelles)

Rassemblement pour la paix

Au parc du Cinquantaire

- A partir de 16h: stands d'info, musique et prises de parole
- A 17h30: action symbolique commune pour la paix. Nous formerons le signe de la paix avec les marcheurs et les participants

Info: www.cnapd.be

Atelier affiche antiguerre

Atelier spécial réalisation d'affiches antiguerres. Au parc du Cinquantaire de 15h à 19h. Info: www.68mai08.org

MERCREDI 19 MARS

Veillée littéraire - 5 ans de guerre en Irak

20h à 24h: au Passa Porta (Rue Dansaert 46, B-1000 Bruxelles)

Infos: www.passaporta.be

JEUDI 20 MARS

Atelier affiche antiguerre

Atelier spécial création d'affiches antiguerres. Au 12, rue de Lisbonne (1060 Bruxelles) à partir de 19h. Info: www.68mai08.org

20 & 21 MARS

Soirée cinéma

20h: au Cinéma Nova (Rue d'Arenberg 3, 1000 Bruxelles)

Infos: www.nova-cinema.org

SAMEDI 22 MARS

OTAN Game Over

Action de désobéissance civile contre l'OTAN et la présence de bombes nucléaires en Belgique. Infos: www.vredesactie.be



■ Dernier vendredi de chaque mois à 18h
Masse Critique

Manifestation à vélo pour le vélo

Comme dans 300 autres villes du monde, chaque dernier vendredi du mois, les cyclistes de Bruxelles se rassemblent pour une ballade manifestive. Départ Porte de Namur.
Infos: <http://placeovelo.collectifs.net>

MARS

■ Jeudi 13 à 19h45
Formation d'Attac

Le monde plongé dans la tourmente économique (deuxième partie)

A l'Espace Marx, 4 rue Rouppe, 1000 Bxl
Plus d'infos: www.bxl.attac.be

■ Jeudi 13 à 20h
Débat: une société sans droit de propriété

Et si nous imaginions une société sans droit de propriété...

Avec Miguel Quaremme (CIRE et chercheur-associé chez étopia) et Vincent Aubert (Chercheur à la Chaire Hoover, UCL)

Au Verre d'eau, Chaussée d'Alseberg 5 à 1060 Bruxelles

Plus d'infos: www.cemab.be

■ Dimanche 16 de 9h à 18h
Journée internationale d'action anti-guerre

1.000 marcheurs pour la paix (27 km)
9h30 départ de Leuven > Bruxelles

Rassemblement pour la paix

Avec stands, activités diverses, atelier de création d'affiches pour la paix. Au parc du Cinquantenaire à 16h

Infos: en page 11 ou sur www.cnapd.be

■ Mercredi 19 à 20h
Veillée littéraire anti-guerre

Plus d'infos: page 11

■ Mercredi 19 à 19h
Ciné-rencontre

Rwanda. A travers nous l'humanité

A l'hecs dans l'auditoire BV1 à 19h.

PAF: 1 euros

Contact: cine.rencontre@gmail.com

Plus d'infos: www.cemab.be

■ Jeudi 20 à 21h30
Cinéma d'Attac

Plus d'infos: www.bxl.attac.be

■ Jeudi 20 à 21h30
Atelier création d'affiches antiguerres

Infos: page 11 ou sur www.68mai08.org

■ 20 & 21 à 20h
Soirée Cinéma antiguerre

Au Cinéma Nova (3, rue d'Arenberg, 1000 Bxl)

Plus d'infos: www.nova-cinema.org

■ Samedi 22 à 12h
OTAN game over
Journée d'action: pas de missiles nucléaires, pas d'alliance militaire qui menace le reste du monde

Au quartier général de l'OTAN à Bruxelles

Plus d'infos: www.vredesactie.be

■ Samedi 22 toute la journée
Centre de Médias Indépendants - OTAN game over

Le cemab ouvrira un atelier aux média-actives qui veulent travailler et publier leur matériel (photos, textes, vidéos, témoignages,...). Au squat 123 (123, rue royale - 1000 Bruxelles)

Infos: www.cemab.be

■ Jeudi 27 à 19h45
Formation d'Attac

Le mouvement altermondialiste contre l'Europe ?

A l'Espace Marx, 4 rue Rouppe, 1000 Bxl

Infos: page 5 ou sur www.bxl.attac.be

■ Samedi 29 à partir de 14h
Atelier création d'affiches politiques

A l'occasion des 40 printemps de Mai 68

Au squat 123 (123 rue royale, 1000 Bxl)

Plus d'infos: www.68mai08.org

AVRIL

■ Mercredi 2 à 19h45
Assemblée d'Attac-Bxl

Infos: voir en page 10

■ Jeudi 24 à 19h45
Formation d'Attac

L'invasion des marchés financiers

A l'Espace Marx, 4 rue Rouppe, 1000 Bxl

Plus d'infos: www.bxl.attac.be

■ vendredi 25 à 19h45
Conférence/débat: militer est un sport de combat

Comprendre l'histoire pour mieux appréhender l'avenir

A l'Espace Marx, 4 rue Rouppe, 1000 Bxl

Plus d'infos: www.bxl.attac.be

Tous les dessins de Titom sont mis à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 et téléchargeables sur www.bxl.attac.be/titom

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). La rédaction d'Angles d'Attac les considère comme intéressants et donc dignes d'être publiés. Mais il ne s'agit en aucune façon de position officielle de l'association.

